

Recherches sociographiques



Pierre W. BOUDREAULT, *Luttes régionalitaires et société post-industrielle. Dix ans d'action socio-politique au Saguenay* ; Alain G. GAGNON, *Développement régional, État et groupes populaires*; Bruno JEAN, *Agriculture et développement dans l'Est du Québec*

Gabriel Gagnon

Volume 28, numéro 1, 1987

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/056273ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/056273ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Gagnon, G. (1987). Compte rendu de [Pierre W. BOUDREAULT, *Luttes régionalitaires et société post-industrielle. Dix ans d'action socio-politique au Saguenay* ; Alain G. GAGNON, *Développement régional, État et groupes populaires*; Bruno JEAN, *Agriculture et développement dans l'Est du Québec*]. *Recherches sociographiques*, 28(1), 156–160. <https://doi.org/10.7202/056273ar>

Pierre W. BOUDREAU, *Luttes régionalitaires et société post-industrielle. Dix ans d'action socio-politique au Saguenay*, Jonquière, Sagamie/Québec, 1986, 186p.

Alain G. GAGNON, *Développement régional, État et groupes populaires. Le cas de l'Est du Québec*, Hull, Asticou, 1985, 292p.

Bruno JEAN, *Agriculture et développement dans l'Est du Québec*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1985, 436p.

Les régions périphériques nous semblaient abandonnées à leur sort alors qu'il est devenu de bon ton de s'intéresser surtout au libre-échange avec les États-Unis ou à la phase 2 de la Baie James. Pourtant, elles faisaient encore récemment l'objet de monographies, dont trois viennent d'être publiées.

J'attendais beaucoup du livre de Boudreau, qui prétendait appliquer au phénomène régional le modèle tourainien d'analyse des mouvements sociaux. Malheureusement, il s'agit d'un ouvrage bâclé et assez mal écrit où des données peu élaborées ne permettent jamais de fonder adéquatement une théorie beaucoup trop large pour les digérer. L'ère du néo-marxisme n'est pas tout à fait morte, où deux cents pages de Poulantzas vulgarisé prétendaient rendre compte de vingt pages de données d'observation. Face à une théorie estimée sans failles, l'agent support disposait de bien peu d'espace pour se défendre. Nous assistons un peu ici à une opération du même type.

Deux organismes populaires de la ville de Chicoutimi, le Regroupement humanitaire du quartier Ouest et Ville en mouvement, devaient nous être présentés ; le sommet régional de 1984 devait être analysé en détails. Les vingt pages (31-51) consacrées au Regroupement sont bien insuffisantes pour nous montrer comment ce groupe d'opposition à un plan d'expropriation suscite « la transformation de la société civile en société politique où son nouveau territoire n'est plus local mais régional » (p. 45). Une deuxième partie, où des données encore plus minces sur un comité des citoyens de la basse-ville de Chicoutimi viennent assaisonner de longues citations de Marx, Dumont, Sorman ou Lipietz, prétend nous montrer comment « les nouveaux intellectuels tenteront de convertir les groupes sociaux en une classe populaire » (p. 78). Encore ici, la démonstration tourne court faute d'assises empiriques solides.

Si la troisième partie, la plus substantielle, nous fournit un modèle intéressant mais fort abstrait de l'histoire du développement régional au Saguenay/Lac-Saint-Jean, tiré de la thèse de 3^e cycle de l'auteur (*Colonialisme, planification d'État et luttes de classes au Saguenay*, Paris, 1978, 460p.), l'analyse du sommet régional qui aurait dû la couronner, en montrant comment « l'État impose des structures administratives certes déconcentrées mais tout à fait en convergence avec les logiques du capital financier international » (p. 135), est tellement escamotée qu'il ne valait pas la peine de l'inclure dans cette pseudo-démonstration.

Finalement, et c'est dommage, cet ouvrage apportera bien peu à la connaissance de la société post-industrielle ou du Saguenay/Lac-Saint-Jean. Il a été écrit et publié trop rapidement, comme le prouvent les nombreuses maladresses de style : « Le principe de base qui a habité l'auteur pendant la conception, la recherche et la rédaction de ce livre » (p. 11) ; « si on ne sait jamais comment et quelle conscience sociale enfin est en train de se former une structure d'affirmation » (p. 13) ; « tout ce qui bouge n'est cependant jamais siamois d'un autre mouvement social » (p. 23) ; « consacrent plusieurs pages de réflexion

sur la signification sociale de la rationalité» (p. 143); « les nouveaux modes de vie sociale [...] ne peuvent pas être sérieusement répondus par les entreprises locales » (p. 148).

Alain G. Gagnon serait sans doute d'accord avec Boudreault pour affirmer que « la région est le nom que donne la classe des technocrates à leur [*sic*] modèle de changement de société » (p. 45). Sa démonstration se veut cependant plus complète, dans un ouvrage sur l'Est du Québec où théorie et données empiriques ont quand même tendance à s'appuyer plutôt qu'à se confondre. Un premier chapitre présente le modèle global d'analyse, qui empruntera à la fois à la psychologie sociale (appauvrissement relatif et attentes grandissantes) et à la sociologie économique (centre-périphérie) (p. 18). Dès ces premières pages, l'auteur nous permet de mieux qualifier sa lecture de la réalité : « En termes de classes, les groupes populaires recrutent la majeure partie de leurs effectifs chez les petits producteurs indépendants, lesquels appartiennent davantage à la petite bourgeoisie traditionnelle qu'à la classe ouvrière. » (P. 22.) Il lui faudra aussi explorer le rôle de l'État comme déclencheur, auprès des groupes ruraux défavorisés, des attentes grandissantes qu'il cherchera ensuite à canaliser.

Le chapitre 2 ne contient que du réchauffé. Il met bout à bout une série de tableaux et de graphiques mal utilisés et à peine reliés entre eux par des extraits des analyses souvent pertinentes des chercheurs rimouskois (Harvey, Dugas, Côté, Banville, Jean, Lévesque). On en arrive à reconnaître ce que ces chercheurs avaient déjà amplement illustré, « qu'en s'immisçant dans le développement et qu'en proposant des mesures palliatives aux [*sic*] conditions existantes, l'État a vraisemblablement agi comme force d'entraînement au niveau [*sic*] de la montée du mouvement populaire tel que vécu dans l'Est du Québec » (p. 109). L'analyse de classes se précise, les « relations de pouvoir s'établissent entre les forces vives (organismes de développement communautaire), les forces notabilliaires (bourgeoisie rurale) et les forces nouvelles (techno-bureaucratie) » (p. 109). C'est ce modèle d'analyse des rapports sociaux que nous devrions voir fonctionner dans les deux chapitres « empiriques » prévus pour analyser concrètement certains organismes populaires et leurs rapports à l'État (chapitres 3 et 4). Pourtant, aucune description concrète un peu approfondie du fonctionnement, de l'idéologie, encore moins de la « culture » des groupes populaires ne nous est présentée au chapitre prévu à cet effet. Une typologie descriptive qui oppose les groupes de pression, comme les Opérations Dignité, aux coopératives de développement, comme le JAL, et aux sociétés de gestion, comme les SER (sociétés d'exploitation des ressources), apparaît de peu d'utilité, complétée qu'elle est par quelques notes hâtives sur trois cas particuliers encore moins bien décrits que ceux de la monographie de Boudreault.

Face à une base empirique si étriquée, il nous sera bien difficile d'avaler la première phrase du chapitre 4: « L'élaboration des chapitres précédents démontre qu'un mouvement social est effectivement en voie de se réaliser dans l'Est du Québec. » (P. 163.) Touraine ou Melucci nous avaient habitués à plus de rigueur et à plus de grain pour les moulins de la falsification popperienne. Le graphique de la page 169, sur les rapports entre les groupes populaires et un État défini avec Raymond Hudon « comme un niveau de structuration structuré des rapports décelables au cœur de la société » (p. 168), émerge ainsi comme une construction sans aucun rapport avec une quelconque réalité vécue.

Un dernier chapitre, sur l'évolution des forces politiques régionales, constate après la « techno-bureaucratiation » du B.A.E.Q. (p. 187) la « restitution croissance du

pouvoir aux forces notabliaires » (p. 196), suivie du retour d'une « techno-bureaucratie en quête de l'appui des groupes populaires » (p. 200). Trop appuyée sur la conjoncture de 1982, l'analyse ne peut tenir compte de l'affaiblissement relatif du pouvoir des technocrates et des groupes populaires au profit des notables, à la suite du retour au pouvoir des Libéraux. On peut dire la même chose d'une conclusion qui accentue peut-être trop le rôle des groupes populaires face à l'État : « Les O.D.C. ont donc comme conséquence de structurer le structurant, c'est-à-dire l'État, tout en constituant des formes d'opposition au projet de rationalisation et de concertation des économies régionales. » Ne faudrait-il pas plutôt admettre que « le mouvement populaire, ayant vu le jour dans l'Est du Québec, ne constitue pas un phénomène régional, mais plutôt un phénomène proprement rural » (p. 209), « reflet d'une désarticulation probante entre l'État et les sociétés locales » (p. 220) ?

Mal appuyées par la monographie de Gagnon, où, encore une fois, des données clairsemées ne semblent avoir pour but que l'illustration pointilliste des théories bien arrêtées de l'auteur, ces intuitions seront reprises de façon beaucoup plus convaincante dans l'excellent ouvrage de Bruno Jean, qui nous réconcilie avec un genre monographique dont la majorité des chercheurs québécois semblent avoir perdu la recette, au profit des machines théoriques abstraites ou des pédestres compilations de données peu significatives.

Il me faut l'admettre : c'est souvent un peu par devoir que je lis les monographies qui commentent des tableaux statistiques ou des données de recensement. Pourtant, dès ses premières pages, je me suis laissé prendre par le livre de Bruno Jean qui, dans une langue claire et agréable, sait tirer de données revêches non seulement un portrait très complet de l'agriculture dans l'Est du Québec mais aussi une critique lucide des politiques agricoles québécoises et un projet stimulant de « sociologie du développement rural en région périphérique ». Jean a beaucoup lu, il connaît les théoriciens, mais, contrairement aux deux auteurs précédents, il ne craint pas d'exposer clairement l'ensemble des données dont il part pour faire son miel. Il nous prouve par la pratique que la monographie bien faite demeure celle qui nous conduit insensiblement, sans viol épistémologique, à dégager de données filtrées peu à peu par des concepts adéquats une explication plausible et cohérente d'un ensemble de faits jusqu'alors mal reliés entre eux.

Dans une première partie, l'analyse fine des données des recensements canadiens depuis 1901 nous permet de comprendre le processus de structuration puis de déstructuration de l'espace rural dans l'Est du Québec sous l'effet des politiques de développement agricole. Plus ou moins poursuivie jusqu'en 1941, la formation de l'espace rural dans la région correspond à trois stratégies différenciées qui nous permettent de mieux comprendre l'évolution subséquente : « 1. l'expansion en continu du territoire agricole québécois ; 2. l'implantation agro-maritime de la Gaspésie ; 3. le développement d'une économie agro-forestière dans l'arrière-pays » (p. 24). En 1941, l'Est du Québec abrite encore une population rurale à 80.5% ; la croissance de la population rurale de cette région est même responsable de près de la moitié de l'augmentation des effectifs ruraux de la société québécoise durant la période 1901-1941.

Depuis 1941, une évolution profonde de l'agriculture s'est produite dans la région. En 1941, 39.3% des fermes sont situées en Gaspésie, 39.9% dans la zone littorale du Bas Saint-Laurent et 20.8% dans l'arrière-pays ; en 1981, le Bas Saint-Laurent l'emporte avec

63.5% sur l'arrière-pays, qui demeure stable avec 19.5%, et la Gaspésie, qui ne possède plus que 17% des fermes. Par ailleurs, la spécialisation dans une industrie laitière en surproduction (en 1981, 67.1% des fermes dont les ventes sont supérieures à \$ 2 500 s'y consacrent) accélère, avec l'intégration à l'économie internationale, la vulnérabilité et le sous-développement de l'agriculture régionale. Avec 5.5% des revenus de l'agriculture québécoise en 1981, elle doit assurer la subsistance de 10% de la population agricole de la province (p. 97). Loin de contrecarrer cette évolution, les politiques gouvernementales comme les stratégies syndicales de l'Union des producteurs agricoles (U.P.A.) ne font que l'accentuer.

Face au modèle dominant, représenté par « une classe de petit producteurs familiaux modernisés gérant de véritables petites entreprises », subsistent ou se développent d'autres formes d'organisation agricole : agriculture de groupe, agriculture à temps partiel et agriculture écologique. C'est à « ces agricultures périphériques au sein même de l'agriculture régionale » que Bruno Jean consacre la seconde partie de son livre, la plus importante pour lui puisqu'il s'agit de voir en quoi des formes substitutives d'agriculture pourraient permettre à l'Est du Québec de sortir de son sous-développement relatif.

Si l'on sait que 40% des exploitations agricoles de l'Est du Québec n'apportent pas un revenu suffisant à leur propriétaire, les statistiques ne permettent cependant pas de bien cerner d'où viennent les revenus supplémentaires qui rendent possible cette agriculture à temps partiel. Données incomplètes comme revenus non déclarés brouillent l'image d'un phénomène qui demeure plus important en Gaspésie que dans le Bas Saint-Laurent, tout en étant dominé dans l'ensemble de la région par les occupations liées à la forêt. Pour Jean, on assiste actuellement à une revalorisation idéologique de cette forme d'activité, destinée à protéger la rente foncière des agriculteurs prospères et à camoufler les problèmes de dépopulation des zones périphériques.

Il existe deux formes d'agriculture de groupe : des regroupements d'individus qui tentent de sauver la ferme familiale traditionnelle, ou des organismes qui amorcent une nouvelle pratique collective de développement rural. Ces expériences, Jean les a étudiées sur le terrain au cours des étés de 1978, 1980 et 1981. La première forme d'agriculture de groupe (chapitre 5) n'apparaît pas spécifique à l'Est du Québec : dans la plupart des cas, il s'agit d'une formalisation juridique d'entreprises familiales où l'entente père-fils constitue la majorité des cas recensés. Beaucoup plus porteuses d'avenir et particulièrement bien implantées dans la région, les entreprises agricoles communautaires cherchent à établir de nouveaux rapports de production allant dans le sens d'une société autogestionnaire. Après l'analyse approfondie qui manquait dans l'ouvrage de Gagnon, Jean est d'accord avec lui pour voir dans ces organismes l'amorce d'un mouvement social, « moyen qu'a trouvé une population locale pour se maintenir dans son espace, pour assurer la pérennité de l'occupation du sol » (p. 317). Ce mouvement constamment menacé par la prédominance de la petite production agricole individuelle, esquisse les possibles d'une « ruralité non marginale », à laquelle contribue aussi une agriculture écologique (chapitre 7), qui pour le moment est surtout le fait de néo-ruraux venus des villes et pas toujours bien acceptés dans leur milieu d'adoption.

Au terme d'une analyse minutieuse, exhaustive et clairement exposée, l'auteur pourra nous proposer les grandes lignes de ce qu'il appelle sa « sociologie du

développement rural en région périphérique»: plutôt que d'un modèle théorique abstrait, il s'agit essentiellement d'une utopie concrète à réaliser.

La question fondamentale demeure la suivante: «La revendication régionale appartient-elle à un courant passéiste ou réactionnaire au sens où cette question se pose au moment où on peut douter de la pérennité des régions comme entités aux spécificités sociales, culturelles et économiques saisissables, ou relève-t-elle d'un courant prophétique et progressif où elle fait partie d'un projet de changement social annonciateur d'une nouvelle société?» (P. 363.) Boudreault et Gagnon seraient plutôt d'accord avec la première hypothèse, eux qui démasquent sous les spécificités régionales les jeux de l'État et des classes sociales. Plus conscient des aspirations culturelles, plus près des individus et des groupes qui sont pour lui sujets conscients plutôt qu'agents supports, Bruno Jean choisit la solution prophétique, qui cherche à susciter chez les exclus du mode de production capitaliste que sont les ruraux de l'Est du Québec les remises en question nécessaires à «la préservation ou la reconquête d'une identité culturelle menacée par la généralisation d'un unique mode de développement» (p. 397).

Depuis l'expérience du B.A.E.Q., les études régionales ont, surtout pour les chercheurs des universités périphériques, servi de banc d'essai à de nombreux modèles théoriques, sans cependant que le statut politique des régions concernées en soit considérablement modifié. À la suite de la crise de 1982 et du déclin du mouvement indépendantiste, c'est le Québec tout entier qui redevient dans nos esprits une région périphérique du continent nord-américain, où le mince pouvoir économique maintenu à Québec hésitera de plus en plus à se diluer au profit de milieux inférieurs de gouvernement. Au même moment, on voudrait paradoxalement refiler aux municipalités les problèmes d'emploi et de bien-être que n'arrivent plus à résoudre les gouvernements supérieurs.

Par ailleurs, ni les régions administratives trop grandes, ni les municipalités régionales de comté (M.R.C.) actuelles, dont les fonctions sont trop restreintes et controversées, ne constituent pour le moment une base adéquate pour le pouvoir régional renouvelé préconisé par les écologistes et les autogestionnaires, et auquel l'ouvrage de Bruno Jean fournit une convaincante justification. La seconde chambre régionale préconisée par le Parti québécois ne ferait que déplacer les problèmes au profit d'une solution à première vue purement symbolique.

Si l'on croit encore aux autonomies collectives et aux spécificités culturelles, si on les place au centre de sa réflexion théorique et de ses utopies, les régions du Québec continuent à offrir un terrain très riche pour l'observation comme pour l'intervention. C'est à ce niveau très concret que les grandes machines théoriques montrent parfois leur nudité alors que les entreprises modestes et patientes dévoilent mieux la richesse de leurs perspectives. Les monographies dont nous avons rendu compte en sont une excellente illustration.

Gabriel GAGNON

*Département de sociologie,
Université de Montréal.*